

Les avions sans pilote figurent en tête des priorités du Livre blanc de la défense de 2008. Mais, par manque de budget, les militaires risquent de ne plus pouvoir remplir leur mission. Et la relève technologique n'est pas assurée.

Drones : les députés pointent le manque de moyens des armées

« Rupture capacitaire » : expression tirée du jargon militaro-industriel indiquant qu'une armée n'a plus les moyens de remplir une des missions que les politiques lui ont fixées. C'est, selon un rapport parlementaire qui doit être rendu public aujourd'hui, le risque que court la France dès 2012 en matière de drones, ces avions sans pilote très utilisés dans les conflits actuels pour le renseignement. Le Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale de 2008 a pourtant fait de ces armements une de ses priorités. Las, la traduction budgétaire dans la loi de programmation militaire 2009-2014 n'a pas suivi. Il manque « plusieurs centaines de millions d'euros », estime le rapport auquel « Les Echos » ont eu accès.

« Les drones sont bien présents dans l'action quotidienne de nos armées », écrivent les députés Yves Vandewalle (UMP) et Jean-Claude Viollet (PS). Mais « c'est au moment même où chacun prend conscience de leur importance que la France court le risque d'une rupture capacitaire » : à court terme compte tenu de l'épreuve afghane, mais aussi à moyen terme, « la loi de programmation militaire ayant re-

Trois projets européens en lice

Talarion. Un programme « très ambitieux » d'EADS dans le cadre d'une coopération entre Paris, Berlin et Madrid. Coût : 1,4 milliard d'euros pour le développement, 90 à 100 millions pour trois drones. Livraison attendue en 2018, au mieux. A condition que l'Allemagne confirme son engagement. Pas gagné, d'autant qu'il faudrait développer outre-Rhin des capacités industrielles en avionique à réaction, qui existent en France et au Royaume-Uni, note le rapport.

SDM. Pour « système de drones Male », à l'initiative de Dassault-Thales, avec l'espagnol Indra. Coût estimé à 1 milliard d'euros, dont 700 millions pour la France (pour 9 drones). Livraison promise en quatre ans.

L'inconvénient : SDM repose sur une plate-forme israélienne, qui ne garantit pas l'indépendance technologique.

Mantis. Projet anglais confié à BAE Systems. Mise en service prévue à partir de 2018. Coût global encore inconnu. Londres est ouvert à un partenariat avec la France.

poussé à la période suivante l'effort nécessaire pour le renouvellement de nos équipements ».

Nouvelle génération en 2015

De tous les types de drones, c'est celui dit « Male » — pour moyenne altitude longue endurance — qui pose le plus de problèmes. Sur ce segment, les militaires disposent d'une solution intermédiaire baptisée « SIDM-Harfang », fournie par EADS à partir d'une plate-forme de l'israélien IAI. Livré avec cinq ans de retard, ce drone doit permettre

de faire le pont en attendant la nouvelle génération, attendue à partir de 2015. Malgré des qualités indéniables, SIDM s'est avéré mal adapté à la géographie afghane, au niveau de la motorisation notamment. Des trois avions livrés, un seul fonctionne actuellement. Que faire s'il tombe en panne ?

La solution la plus simple consisterait à en acheter d'autres. Sauf que pour des raisons liées à la fois aux relations « compliquées » entre EADS et IAI, et au Code des marchés publics, il

semble « quasi impossible » d'en commander plus d'un, relèvent les députés. Insuffisant. C'est sans doute pour cela que le groupe européen discute d'un possible accord avec General Atomics, au cas où l'armée de l'air déciderait d'acheter quelques Predator au groupe américain. De leur côté, Dassault et Thales se proposent d'acheter un drone à IAI, de l'équiper, et de le louer aux militaires, en attendant la relève du SIDM.

La relève ? Là encore, le rapport tire la sonnette d'alarme, car les 150 millions prévus dans la loi de programmation militaire actuelle suffisent tout juste à faire fonctionner l'existant. Les armées prévoient bien de commander une dizaine de drones Male de nouvelle génération, mais en 2015, pour une livraison à partir de l'année suivante. Scénario pour le moins optimiste. Car, « à moins de se résigner à un achat sur étagère », il faudrait débloquer de l'argent « dès maintenant » pour lancer le développement d'un nouveau programme. Hervé Morin, le ministre de la Défense, pourrait trancher début 2010 lors d'un comité ministériel d'investissement.